Réf. : 204.02.16/..0222 /MAEC/2022

NOTE VERBALE


Fait à Genève, le 24/03/2022

NDINDURUVUGO Jean Bosco
Chargé d’Affaires ai.

OFFICE DU HAUT-COMMISSARIAT DES DROITS DE L’HOMME
Palais Wilson, Rue des Pâquis 52, 1202 Genève
RAPPORT D'ÉVALUATION A MI-PARCOURS DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI SUR LES PROGRES NATIONAUX REALISES DEPUIS JANVIER 2020 DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA 4ème PHASE DU PROGRAMME MONDIAL RELATIVE À L'ÉDUCATION AUX DROITS DE L'HOMME.

Dans le cadre d'une éducation efficace en droits de l'homme pour les jeunes, sur les progrès nationaux réalisés depuis janvier 2020 dans la mise en œuvre de la 4ème phase du programme mondial relative à l'éducation aux droits de l'homme, le Gouvernement de la République du Burundi a entrepris des activités de formation en droits de l'homme organisées par les différentes institutions de droits de l'homme.

Au Burundi, les jeunes constituent une majorité de la population burundaise (65 % de la population) et ont plus souffert et continuent à souffrir encore aujourd'hui des effets des crises qui ont endeuillé le Burundi, dans la mesure où ils ont été en même victimes qu'acteurs de ces violations. Il a été constaté que la récurrence des violations des droits de l'homme est causée par les jeunes qui sont facilement manipulables par des politiciens mal intentionnés.

C'est pour cette raison que depuis plus d'une décennie, des diverses réponses, pour soigner les séquelles de ces crises et pour préparer un avenir meilleur, ont été apportées, y compris les initiatives d'éducation en droits de l'homme et en droit à la paix, par le Gouvernement du Burundi et des organisations de la société civile œuvrant en matière de droits de l'homme.


Ainsi, le Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre via la Direction Générale des Droits de la Personne Humaine, de l'Education à la Paix et à la Réconciliation Nationale organise chaque trimestre des ateliers de
formation en droits de l'homme à l'intentions des jeunes( les jeunes affiliés et non affiliés aux partis politiques , les jeunes regroupés dans des associations de droits de l'homme et les jeunes religieux ) qui, à leur tour, vont restituer le contenu de la formation aux membres de leur institutions. En plus, des clubs de droits de l'homme sont implantés dans les écoles et des formations aux encadreurs de ces clubs sont régulièrement dispensées par le Centre de Promotion des Droits de l'Homme du Ministère ayant en charge les droits de l'homme. Le Ministère encadre les jeunes regroupés au sein des Centres Jeunes des communes et des Centres de Lecture et d'Animation Culturelle au niveau des communes par des activités de formations et de sensibilisation en droits de l'homme.